

[Texte]

federal government but most of them, as I can judge by my conversations with provincial ministers, are also very intent on keeping the authority in their hands in this most important area of education. They want to be in a position to set their priorities according to their own needs although there is general recognition that standards should be equalized as much as possible and that they are ready to make considerable efforts to equalize the chances in education and the quality of education dispensed.

However, I think most of them remain quite jealous of their authority over education and particularly, post-secondary education because it is a vital part of their systems. I see no intention on their part of letting the federal government invade the area. I am afraid that most of them believe whoever pays the piper calls the tune. They do not want to lose their authority.

Mr. Dinsdale: Mr. Pelletier, I have been sitting with the Special Joint Committee on the Constitution as it moved across the country and one of the major issues that comes up everywhere is the problem of rising costs of education. We had Dr. Dunton, Dr. Andrew and Dr. Guindon representing the AUCC before us just two weeks ago. They touched very gingerly on the issue of costs going out of sight and the whole problem with the federal government moving into the cultural or if you want to use that bad word, "educational" field in policy. Perhaps they are calling the tune so they should pay the piper. This was the thesis they were expounding.

In the area of the ministerial responsibility that specifically covers the role of the Secretary of State, the word "learning" is used rather than "education" but those words are really synonymous, are they not? Learning? Education?

Mr. Pelletier: I have no semantic opinion to offer on this, particularly not in English.

Mr. Nowlan: May I have a supplementary on that?

Mr. Dinsdale: All right.

The Chairman: Mr. Nowlan.

Mr. Nowlan: On this point, Mr. Chairman, I would like to ask Mr. Pelletier and perhaps Dr. Munroe who is described as Special Adviser to the Education Support Branch which is not "learning support branch", what the price is of the federal piper in education, not just from the Secretary of State but in the various forms? I am thinking of the Department of National Defence coming right down to areas involved in the linguistic development and any other area. There must be a pricetag. I know, in the past we have seen it from time to time but I have not seen it recently. Mr. Pelletier perhaps does not know right now. I wonder whether we could have that.

[Interprétation]

veulent l'aide du gouvernement fédéral mais la majorité d'entre elles, qu'on me permette de le dire, mes conversations avec des ministres provinciaux, désirent rester maîtresses chez elles dans ce domaine aussi important qu'est l'enseignement. Elles veulent conserver une position qui leur permette de fixer les priorités en fonction de leurs besoins; bien que l'on reconnaisse partout qu'il faut égaliser les niveaux autant que possible et bien qu'elles soient prêtes à faire des efforts considérables pour égaliser les chances et la qualité de l'enseignement du français.

Cependant, il me semble que la majorité d'entre elles demeurent jalouses de leur autorité en matière de l'enseignement et particulièrement, en matière d'enseignement post-secondaire car c'est une partie vitale de leur système. Je ne pense pas qu'elles aient l'intention de laisser le gouvernement fédéral se saisir de ce domaine. Je crains que la majorité d'entre elles soient convaincues que quiconque paie a le droit de choisir. Elles ne veulent pas perdre leur autorité.

M. Dinsdale: Monsieur Pelletier, j'ai participé au comité spécial mixte sur la constitution au cours de ses pérégrinations à travers le pays, et l'une des questions le plus souvent évoquées concerne le problème de l'augmentation des frais en matière d'enseignement. Il y a juste deux semaines, étaient ici présents, le D^r Dunton, le D^r Andrew et le D^r Guindon, représentant la AUCC. Ils ont évoqué avec précaution la question des frais qui vont croissants et le problème général du gouvernement fédéral qui s'immisce dans le domaine culturel ou si vous voulez utiliser cette mauvaise expression «le domaine de l'enseignement». Peut-être choisissent-elles, aussi devraient-elles payer. Telle était la thèse qu'elles ont avancée.

Dans le domaine de la responsabilité ministérielle qui couvre spécifiquement le rôle du Secrétariat d'État, le mot «apprentissage» est préféré au mot «enseignement» mais en fait, ces mots sont vraiment synonymes, n'est-ce pas? Enseignement? Apprentissage?

M. Pelletier: Je ne pourrais vous offrir d'opinion sémantique à ce sujet, certainement pas en anglais.

M. Nowlan: Puis-je poser une question supplémentaire à ce sujet?

M. Dinsdale: Bien sûr.

Le président: M. Nowlan.

M. Nowlan: A ce propos, monsieur le président, j'aimerais demander à monsieur Pelletier et peut-être, à monsieur Munroe qui a le titre de conseiller spécial à la direction de soutien de l'éducation qui n'est pas «la direction de soutien à l'apprentissage» quel est le prix avancé par le gouvernement fédéral en matière d'enseignement, pas seulement de la part du Secrétariat d'État mais dans les différentes formes? Je fais allusion au ministère de la Défense nationale, directement intéressé au domaine concerné par le développement linguistique et aux autres domaines. On a dû certainement fixer une somme, dans le passé nous en avons été informés de temps en temps mais ça n'a pas été le cas dernièrement. Monsieur Pelletier ne sait peut-être pas encore. Je me demande si nous pourrions en avoir connaissance.